

Questions orales

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je pense que l'honorable député spéculé sur des hypothèses. Je n'ai pas reçu personnellement de tels avis de la part du président. En tout cas la décision de l'augmentation ou de la non-augmentation du prix des timbres relève maintenant du conseil de direction de la Société canadienne des postes. Je pense qu'il est beaucoup trop tôt pour commencer à spéculer à cet effet. Je trouve que l'honorable député cherche des puces où il n'y en a pas.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT**LES DÉVERSEMENTS DE PRODUITS DANGEREUX SUR LES ROUTES**

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Je suis certain que le ministre de l'Environnement sait l'importance que j'accorde aux accidents ferroviaires récents, à cause desquels des substances dangereuses ont été répandues dans la nature. On sait maintenant que cela n'est qu'un aspect d'un problème d'envergure, car bien des véhicules dangereux circulent sur nos grandes routes. Nous avons appris qu'en moyenne il se produisait un déversement de substances dangereuses tous les dix jours. Comment le ministre de l'Environnement entend-il protéger la nature contre les déversements causés par une inspection insuffisante des transporteurs publics?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, suite aux modifications apportées à la loi sur le transport de marchandises dangereuses, on a entrepris de rédiger des règlements avec la collaboration des provinces. Je ne sais pas si le député veut parler du transport interprovincial, voire du transport transfrontalier, ou s'il veut parler simplement des transports à l'intérieur d'une province ou d'une région donnée. Dans ce dernier cas, cette responsabilité relève essentiellement des autorités provinciales. Si c'est surtout le transport interprovincial qui le préoccupe, je peux lui dire que nous avons entrepris de rédiger des règlements de concert avec les provinces.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE APPLIQUER DES MESURES DE SÉCURITÉ

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, le ministre se rend parfaitement compte, je le sais, que je ne m'intéresse pas beaucoup au lieu d'origine de ces produits dangereux. Tout ce qui me préoccupe, c'est la protection de l'environnement et de la population du Canada.

Quelles mesures précises le ministre proposera-t-il au cabinet pour, tout d'abord, permettre à l'Ontario de faire appliquer les règles obligeant les entreprises de transport en commun qui parcourent les routes de la province à satisfaire à certaines exigences en matière de sécurité? Que fera-t-il d'autre pour garantir qu'on prendra immédiatement des mesures de sécurité

pour protéger à la fois l'environnement et la population du Canada contre les déversements inutiles de produits dangereux, accidents imputables à des lacunes dans les méthodes employées pour l'inspection du matériel de ces entreprises de transport, ferroviaire ou routier indifféremment?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, le député est certainement préoccupé par la sécurité des Canadiens et par les dangers qui les menacent, et tous les députés à la Chambre partagent sans aucun doute son avis. Je viens de dire au député que nous faisons de notre mieux pour assumer les responsabilités qui relèvent de notre compétence. Pour ce qui est des obligations des provinces, nous sommes en ce moment en pourparlers avec ces dernières pour veiller à ce qu'elles les observent.

* * *

LES PÊCHES**LES DÉMARCHES CONCERNANT LE MARCHÉ AMÉRICAIN DE L'ESPADON**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, ma question s'adresse au patient ministre des Pêches et des Océans. Étant donné la situation déplorable de la pêche dans le Canada atlantique, le ministre a-t-il entrepris des démarches auprès de Washington dans l'espoir de rouvrir aux Canadiens le marché américain de l'espadon qui représente 15 millions de dollars?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je ne me souviens pas de la date exacte, mais l'an dernier, nous avons entrepris de convaincre l'administration des aliments et drogues des États-Unis de réexaminer la question une deuxième, une troisième et une quatrième fois. Je ne peux hélas vous annoncer de bonnes nouvelles à ce sujet.

ON DEMANDE LA TENUE DE NOUVEAUX POURPARLERS AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, d'après moi, en interdisant l'importation de l'espadon, Washington élève une barrière non tarifaire puisque l'espadon est actuellement en vente presque partout aux États-Unis. Le ministre voudrait-il en discuter avec le nouvel ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Robinson, et voudrait-il également en saisir Washington et nous faire part du résultat de ses démarches?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je ne suis pas expert en matière de tarif ou de commerce international. C'est sous le couvert de mesures d'hygiène que les gouvernements des États-Unis, non seulement le gouvernement actuel mais aussi les précédents, ont interdit depuis longtemps l'importation d'espadon canadien. Je vais sûrement transmettre à mon collègue, le ministre du Commerce, la requête du député. Elle pourrait se révéler utile.